

Aufgrund des Gutachtens Nr. 48.329/1 des Staatsrates vom 10. Juni 2010, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin der KMB und der Selbständigen und aufgrund der Stellungnahme der Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Das Register der stellvertretenden Unternehmer wie in Artikel 80 Absatz 1 des Gesetzes vom 28. April 2010 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen erwähnt, nachstehend Register genannt, kann über eine vom Föderalen Öffentlichen Dienst Wirtschaft, KMB, Mittelstand und Energie verwaltete Website eingesehen werden.

Art. 2 - Auf Antrag eines Unternehmens suchen Unternehmensschalter entsprechend der vom Antragsteller angegebenen Kriterien einen Bewerber als stellvertretenden Unternehmer und stellen Auszüge aus dem Register aus.

Art. 3 - Vorliegender Erlass wird wirksam mit 1. Juli 2010.

Art. 4 - Der für Mittelstand zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 19. Juli 2010

ALBERT

Von Königs wegen:

Die Ministerin der KMB, der Selbständigen, der Landwirtschaft und der Wissenschaftspolitik
S. LARUELLE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2017/13416]

**24 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté royal fixant les conditions
d'exploitation des centres de bronzage**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, l'article IX.4, inséré par la loi du 25 avril 2013 et modifié par la loi du 18 avril 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 2002 relatif aux conditions d'exploitation des centres de bronzage ;

Vu la consultation du secteur concerné et des représentants des consommateurs, telle que prévue par l'article IX.4, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de droit économique ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 23 mai 2017, en application de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 61.683/1 du Conseil d'État, donné le 13 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o banc solaire : appareil comportant au moins un émetteur d'ultraviolets, utilisé pour faire bronzer la peau ;

2^o centre de bronzage : toute entreprise qui exploite au moins un banc solaire ou le met à la disposition des consommateurs, même de façon gratuite ;

3^o moyen d'identification personnelle : tout moyen permettant d'identifier la personne du consommateur et de connaître au moins son prénom, son nom, sa date de naissance et son type de peau ;

4^o responsable de l'accueil : celui qui assure l'accueil des consommateurs d'un centre de bronzage ;

5^o session : l'utilisation successive du banc solaire avec un intervalle de temps maximal de 30 jours entre les différentes expositions ;

6^o système de commande : un système qui gère les bancs solaires dans un centre de bronzage ;

7^o type de peau : la sensibilité individuelle de la peau aux UV en tant que mesure de la réaction de la peau au rayonnement UV ;

8^o communication : toute publicité et tout autre message envers des tiers émanant d'un centre de bronzage ou au nom d'un centre de bronzage quel que soit le moyen de communication utilisé.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2017/13416]

**24 SEPTEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot bepaling
van de voorwaarden voor de uitbating van zonnecentra**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel IX.4, ingevoegd bij de wet van 25 april 2013 en gewijzigd bij de wet van 18 april 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 2002 houdende voorwaarden betreffende de exploitatie van zonnecentra;

Gelet op de raadpleging van de betrokken sectoren van de vertegenwoordigers van de consumenten, zoals voorzien in artikel IX.4, § 1, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 23 mei 2017, met toepassing van artikel 5, lid 1, van richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies 61.683/1 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o zonnepaneel: elk toestel dat minstens één ultravioletlamp gebruikt om de huid te bruinen;

2^o zonnecentrum: elke onderneming die minstens één zonnepaneel uitbaat of, zelfs gratis, ter beschikking stelt van consumenten;

3^o persoonlijk identificatiemiddel: ieder middel waarmee de consument persoonlijk wordt geïdentificeerd en dat toelaat ten minste zijn voornaam, naam, geboortedatum en huidtype te kennen;

4^o onthaalverantwoordelijke: diegene die instaat voor het onthaal van de consumenten bij een zonnecentrum;

5^o sessie: het opeenvolgend gebruik van een zonnepaneel, met een maximaal tijdsinterval van 30 dagen tussen de verschillende blootstellingen;

6^o besturingssysteem: een systeem dat de zonnepanelen in een zonnecentrum bestuurt;

7^o huidtype: de individuele UV- gevoeligheid van de huid als maat van de reactie van de huid op UV-straling;

8^o mededeling: elke reclame of elk ander bericht uitgaande van een zonnecentrum of namens een zonnecentrum naar derden, ongeacht het gebruikte communicatiemiddel.

Art. 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux hôpitaux et services dermatologiques traitant certaines affections cutanées à l'aide des rayons ultraviolets.

CHAPITRE 2. — *Inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises*

Art. 3. Pour toute unité d'établissement telle que définie à l'article I.2, 16°, du Code de droit économique, où un ou plusieurs bancs solaires sont exploités, le centre de bronzage utilise le code NACE-BEL spécifique 9604002 dans son inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises.

CHAPITRE 3. — *Information*

Art. 4. Dans aucune communication le centre de bronzage ne se réfère à des avantages ou à des effets bénéfiques de l'utilisation d'un banc solaire ou n'y fait aucune allusion.

Toute communication par un centre bronzage reprend l'avertissement « L'USAGE DE BANCS SOLAIRES PEUT PROVOQUER LE CANCER DE LA PEAU » d'une façon apparente et bien lisible, de telle sorte que l'attention du consommateur y soit attirée.

Art. 5. § 1^{er}. Avant la conclusion d'un premier contrat entre un consommateur et un centre de bronzage, le responsable de l'accueil mène un entretien d'accueil personnel avec lui au cours duquel il lui indique les risques d'une exposition aux rayonnements ultraviolets au moyen du texte repris à l'annexe I du présent arrêté.

§ 2. Au cours de cet entretien, le responsable de l'accueil du centre de bronzage transmet au consommateur un document contenant l'information visée au paragraphe 1^{er}.

Ce document mentionne également :

1° le prénom, le nom, la date de naissance et l'adresse du consommateur et le numéro de sa carte d'identité ;

2° le type de peau du consommateur ;

3° le prénom et le nom du responsable de l'accueil qui a mené l'entretien d'accueil ;

4° la date à laquelle il a été dressé.

Le document est dressé en deux exemplaires qui sont tous les deux signés par le consommateur et le responsable de l'accueil.

Art. 6. § 1^{er}. A l'accueil de chaque unité d'établissement d'un centre de bronzage où un ou plusieurs bancs solaires sont exploités, et dans chaque espace où se trouve un banc solaire, un panneau est apposé de façon bien visible et lisible avec le texte suivant l'annexe II du présent arrêté.

§ 2. A l'accueil de chaque unité d'établissement d'un centre de bronzage où un ou plusieurs bancs solaires sont exploités, les informations suivantes sont apposées de manière bien visible et lisible :

1° le nom et le numéro d'entreprise du centre de bronzage et le prénom, le nom et le numéro de téléphone de son responsable ;

2° les jours et heures de présence d'un responsable de l'accueil dans le centre de bronzage ;

3° un numéro de téléphone que le consommateur peut appeler pour toute réclamation, intervention technique, remarque ou autre question.

Art. 7. Dans chaque espace où un banc solaire est placé, des instructions claires sont affichées en vue d'une utilisation en toute sécurité et du nettoyage des bancs solaires, ainsi que le schéma d'exposition du producteur reprenant les spécifications sur la durée et les intervalles d'utilisation basées sur les caractéristiques du banc solaire dans cet espace et du type de peau.

Art. 8. L'information visée aux articles 6 et 7 est rédigée au moins dans la langue ou les langues de la région linguistique où est située l'unité d'établissement du centre de bronzage où un ou plusieurs bancs solaires sont exploités.

Art. 2. Dit besluit is niet van toepassing op de ziekenhuizen en dermatologische diensten waar gebruik wordt gemaakt van ultravioletstralen ter behandeling van bepaalde huidaandoeningen.

HOOFDSTUK 2. — *Inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen*

Art. 3. Voor elke vestigingseenheid, zoals gedefinieerd in artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht, waar een of meer zonnebanken worden uitgebaat, gebruikt het zonnecentrum de specifieke NACE-BEL-code 9604002 in haar inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

HOOFDSTUK 3. — *Informatie*

Art. 4. Een zonnecentrum verwijst in geen enkele mededeling naar voordelen of gunstige effecten van het gebruik van zonnebanken of maakt daar allusie op.

Elke mededeling van een zonnecentrum bevat op een goed leesbare en opvallende manier zodat de aandacht van de consument erop wordt getrokken, de volgende waarschuwing: "GEBRUIK VAN ZONNEBANKEN KAN HUIDKANKER VEROORZAKEN".

Art. 5. § 1. Vooraleer een consument een eerste overeenkomst sluit met een zonnecentrum, voert de onthaalverantwoordelijke met hem een persoonlijk onthaalgesprek tijdens hetwelk hij hem wijst op de gevaren van blootstelling aan ultravioletstraling aan de hand van de tekst die opgenomen is als bijlage I aan dit besluit.

§ 2. Tijdens dit gesprek, verstrekt de onthaalverantwoordelijke van het zonnecentrum aan de consument een document met de informatie bedoeld in paragraaf 1.

Dit document vermeldt tevens:

1° de voornaam, naam, geboortedatum en adres van de consument en het nummer van zijn identiteitskaart;

2° het huidtype van de consument;

3° de voornaam en naam van de onthaalverantwoordelijke die het onthaalgesprek heeft gevoerd;

4° de datum waarop het is opgemaakt.

Het document wordt opgemaakt in twee exemplaren die beide worden ondertekend door de consument en door de onthaalverantwoordelijke.

Art. 6. § 1. Aan het onthaal van elke vestigingseenheid van een zonnecentrum, waar een of meer zonnebanken worden uitgebaat, en in elke ruimte waar een zonnebank is geplaatst, wordt een bord goed zichtbaar en leesbaar aangebracht met de tekst volgens bijlage II aan dit besluit.

§ 2. Aan het onthaal van elke vestigingseenheid van een zonnecentrum waar een of meer zonnebanken worden uitgebaat, zijn volgende inlichtingen goed zichtbaar en leesbaar aangebracht:

1° de naam en het ondernemingsnummer van het zonnecentrum en de voornaam, de naam en het telefoonnummer van zijn verantwoordelijke;

2° de dagen en uren waarop een onthaalverantwoordelijke in het zonnecentrum aanwezig is;

3° een telefoonnummer waarop de consument voor eventuele klachten, technische interventies, opmerkingen of andere vragen terecht kan.

Art. 7. In elke ruimte waar een zonnebank is geplaatst, hangen duidelijke instructies voor een veilig gebruik en voor de reiniging van de zonnebanken, evenals het blootstellingschema van de producent met specificaties voor gebruiksduur en -intervallen gebaseerd op de karakteristieken van de zonnebank in deze ruimte en op het huidtype.

Art. 8. De informatie bedoeld in de artikelen 6 en 7 is ten minste gesteld in de taal of de talen van het taalgebied van de vestigingseenheid van het zonnecentrum waar een of meer zonnebanken worden uitgebaat.

CHAPITRE 4. — *Accès au consommateur*

Art. 9. § 1^{er}. Un centre de bronzage ne peut autoriser un consommateur à utiliser un banc solaire qu'à condition qu'il :

- 1° ait au moins 18 ans;
- 2° n'ait pas un type de peau 1.

§ 2. Le type de peau est confirmé par une attestation médicale établie par un médecin et transmise par le consommateur au centre de bronzage. Cette attestation est établie compte tenu des dispositions de l'annexe III du présent arrêté.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2 le type de peau peut être déterminé par le responsable de l'accueil et le consommateur, à condition que le centre de bronzage dispose d'un appareil pour la détermination de la sensibilité de la peau du consommateur.

Art. 10. Un moyen d'identification personnelle est fourni par le responsable de l'accueil au consommateur satisfaisant aux conditions visées à l'article 9. Ce moyen d'identification est strictement personnel.

Le centre de bronzage veille à ce que le consommateur ne dispose que d'un seul moyen d'identification personnelle donnant l'accès à ses différentes unités d'établissement et permettant l'utilisation des bancs solaires dans ces unités d'établissement.

Art. 11. Le centre de bronzage désactive immédiatement les moyens d'identification personnelle dont il constate l'abus.

Art. 12. Le centre de bronzage désactive immédiatement le moyen d'identification personnelle dont un consommateur signale la perte ou le vol. Un nouveau moyen d'identification personnelle ne peut être délivré qu'après cette désactivation.

Art. 13. Lorsqu'il n'y a pas de responsable de l'accueil ou d'autre collaborateur du centre de bronzage présent dans une unité d'établissement, le consommateur ne peut y avoir accès que par son moyen d'identification personnelle.

Les bancs solaires ne peuvent pas avoir la possibilité d'être mis en fonction sans utilisation du moyen d'identification personnelle du consommateur.

CHAPITRE 5. — *Équipement du centre de bronzage*

Art. 14. Chaque espace où se trouve un banc solaire,

- 1° est suffisamment spacieux et bien aéré ;
- 2° permet une évacuation rapide en cas d'urgence ;

3° est équipé de telle sorte que le consommateur puisse, en cas d'urgence, demander immédiatement de l'aide à quelqu'un qui est en mesure de lui venir en aide de façon adéquate et dans les plus brefs délais ;

4° est équipé de produits de nettoyage qui sont adaptés aux exigences spécifiques des bancs solaires (hygiène, aspects dermatologiques et températures élevées).

Art. 15. Des lunettes protectrices sont mises à la disposition des consommateurs dans chaque unité d'établissement d'un centre de bronzage où un ou plusieurs bancs solaires sont exploités.

La mise à disposition de lunettes protectrices utilisées à un autre consommateur n'est pas autorisée, sauf après désinfection préalable des lunettes.

CHAPITRE 6. — *Fonctionnement des centres de bronzage*

Art. 16. Chaque centre de bronzage est équipé d'un système de commande automatique.

Toute manipulation réalisée sur un banc solaire ou sur son système de commande et qui entraîne le non-respect des conditions prescrites par le présent arrêté, est interdite.

Art. 17. Le rayonnement des bancs solaires ne peut à aucun endroit présenter un éclairage effectif érythémateux total supérieur à 0,3 W/m².

Art. 18. Le système de commande des centres de bronzage assure que :

- 1° le banc solaire ne peut être mis en fonction qu'après lecture du moyen d'identification personnelle du consommateur ;
- 2° l'intensité et la durée d'exposition sont réglées automatiquement suivant le type de peau du consommateur, après lecture du moyen d'identification personnelle et tenant compte des caractéristiques du banc solaire et des émetteurs utilisés ;

HOOFDSTUK 4. — *Toegang voor de consument*

Art. 9. § 1. Een zonnecentrum mag een consument slechts toelaten gebruik te maken van een zonnebank op voorwaarde dat:

- 1° hij minstens 18 jaar oud is;
- 2° hij geen huidtype 1 heeft.

§ 2. Het huidtype wordt bevestigd door een medisch getuigschrift dat is opgemaakt door een arts en dat door de consument wordt bezorgd aan het zonnecentrum. Dit getuigschrift wordt opgemaakt, rekening houdende met het bepaalde in bijlage III van dit besluit.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 mag het huidtype gezamenlijk door de onthaalverantwoordelijke en de consument worden bepaald, op voorwaarde dat het zonnecentrum over een toestel beschikt voor het bepalen van de huidgevoeligheid van de consument.

Art. 10. Aan de consument die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, wordt een persoonlijk identificatiemiddel bezorgd door de onthaalverantwoordelijke. Dit identificatiemiddel is strikt persoonlijk.

Het zonnecentrum waakt erover dat een consument slechts één enkel persoonlijk identificatiemiddel heeft dat toegang verleent tot zijn verschillende vestigingseenheden en dat het gebruik van zonnebanken in deze vestigingseenheden toelaat.

Art. 11. Het zonnecentrum desactiveert onmiddellijk de persoonlijke identificatiemiddelen waarvan het vaststelt dat deze worden misbruikt.

Art. 12. Het zonnecentrum desactiveert onmiddellijk het persoonlijk identificatiemiddel waarvan een consument het verlies of de diefstal meldt. Een nieuw persoonlijk identificatiemiddel mag pas worden afgeleverd na deze desactivatie.

Art. 13. Wanneer er geen onthaalverantwoordelijke of andere medewerker van het zonnecentrum aanwezig is in een vestigingseenheid, mag de consument er enkel toegang toe krijgen met zijn persoonlijk identificatiemiddel.

De zonnebanken in een zonnecentrum mogen niet in werking kunnen worden gesteld zonder het gebruik van het persoonlijk identificatiemiddel van de consument.

HOOFDSTUK 5. — *Inrichting van een zonnecentrum*

Art. 14. Elke ruimte waarin zich een zonnebank bevindt,

- 1° is voldoende ruim en goed verlucht;
- 2° laat een snelle evacuatie toe in geval van nood;

3° is zodanig uitgerust dat een consument in geval van nood onmiddellijk hulp kan vragen aan iemand die in staat is om in de kortst mogelijke tijd gepaste hulp te bieden;

4° is voorzien van reinigingsmiddelen die aangepast zijn aan de specifieke vereisten voor zonnebanken (hygiëne, dermatologische aspecten en hoge temperaturen).

Art. 15. In elke vestigingseenheid van een zonnecentrum waar een of meer zonnebanken worden uitgebaat, worden beschermende brillen ter beschikking gesteld van de consumenten.

Het ter beschikking stellen van een gebruikte beschermende bril aan een andere consument is niet toegelaten, behalve na voorafgaande ontsmetting van de bril.

HOOFDSTUK 6. — *Werking van de zonnecentra*

Art. 16. Elke zonnecentrum is uitgerust met een automatisch besturingssysteem.

Elke handeling die uitgevoerd wordt aan een zonnebank of aan haar besturingssysteem en die aanleiding geeft tot het niet naleven van de voorwaarden van dit besluit, is verboden.

Art. 17. De straling van de zonnebanken mag op geen enkele plaats een totale effectieve erytheemgewogen irradiantie hoger dan 0,3 W/m² vertonen.

Art. 18. Het besturingssysteem van de zonnecentra zorgt ervoor dat:

- 1° de zonnebank enkel in werking kan worden gesteld na inlezing van het persoonlijk identificatiemiddel van de consument;
- 2° de intensiteit en de blootstellingsduur automatisch worden geregeld volgens het huidtype van de consument, nadat het persoonlijk identificatiemiddel is ingelezen, rekening houdend met de karakteristieken van de zonnebank en de gebruikte lampen;

3° lorsque le centre de bronzage est tenu de disposer d'un appareil pour la détermination de la sensibilité de la peau en application de l'article 9, § 3, le banc solaire ne peut être mis en fonction que lorsque, à chaque utilisation, la sensibilité de la peau du consommateur à ce moment est déterminée et l'intensité et la durée d'exposition sont réglées automatiquement suivant la sensibilité de la peau du consommateur tenant compte des caractéristiques du banc solaire et des émetteurs utilisés ; lorsque cette intensité et cette durée d'exposition ne concordent pas avec celles suivant le type de peau du consommateur, l'intensité la plus basse et la durée d'exposition la plus courte valent ;

4° la première exposition d'une session ne représente que la moitié de la dose normale, après lecture du moyen d'identification personnelle ;

5° après lecture du moyen d'identification personnelle, un délai d'au moins 48 heures s'écoule entre la première et la deuxième exposition d'une session et un délai d'au moins 24 heures s'écoule entre les expositions suivantes ;

6° le banc solaire soit automatiquement mis hors fonction au moment où les émetteurs d'ultraviolets ou d'autres pièces détachées sont à remplacer suivant les instructions techniques du fabricant ;

7° le banc solaire s'éteint automatiquement en cas de panne pouvant influencer l'intensité ou la durée d'exposition.

Art. 19. Un centre de bronzage fait l'entretien des bancs solaires ponctuellement suivant les instructions du fabricant et remplace les émetteurs d'ultraviolets et les autres pièces détachées suivant le schéma prévu par le fabricant ; ne peuvent être utilisés que les émetteurs et les pièces détachées satisfaisant aux spécifications techniques du fabricant du banc solaire.

Art. 20. Les bancs solaires sont désinfectés au moins une fois par jour.

CHAPITRE 7. — *Le responsable de l'accueil*

Art. 21. Tout responsable de l'accueil a réussi une formation telle que définie par la Communauté compétente.

CHAPITRE 8. — *Pièces à conviction et contrôle*

Art. 22. § 1^{er}. Un centre de bronzage est à tout moment en mesure de démontrer qu'il respecte les dispositions du présent arrêté.

§ 2. A cet effet, il tient à jour au moins les données suivantes :

1° un registre de tous les moyens d'identification personnelle délivrés, contenant toutes les données visées à l'article 1^{er}, 3°, du présent arrêté, la date de délivrance et, le cas échéant, la date de désactivation ;

2° un aperçu contenant des données détaillées sur l'utilisation des moyens d'identification personnelle, indiquant la date, l'heure et la durée de l'utilisation des bancs solaires.

Art. 23. Le centre de bronzage permet gratuitement à l'autorité compétente de faire les contrôles nécessaires et de pouvoir consulter immédiatement et sur simple demande les données visées à l'article 22, § 2, du présent arrêté.

CHAPITRE 9. — *Disposition abrogatoire*

Art. 24. L'arrêté royal du 20 juin 2002 relatif aux conditions d'exploitation des centres de bronzage, modifié par les arrêtés royaux du 9 janvier 2004, 22 novembre 2007, 22 octobre 2010 et 22 décembre 2016, est abrogé.

CHAPITRE 10. — *Entrée en vigueur et application*

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, à l'exception des articles 2 et 4 à 6, qui entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 26. Le ministre qui a la Protection de la Sécurité des Consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

3° wanneer het zonnecentrum over een toestel voor het bepalen van de huidgevoeligheid moet beschikken in toepassing van artikel 9, § 3, de zonnebank pas in werking kan worden gesteld nadat voor elk gebruik de huidgevoeligheid van de consument op dat ogenblik is vastgesteld en de intensiteit en de blootstellingsduur automatisch wordt geregeld volgens de vastgestelde huidgevoeligheid, rekening houdend met de karakteristieken van de zonnebank en de gebruikte lampen; wanneer deze intensiteit en blootstellingsduur anders zijn dan volgens het huidtype van de consument, gelden de laagste intensiteit en de kortste blootstellingsduur;

4° nadat het persoonlijk identificatiemiddel is ingelezen, de eerste blootstelling van een sessie slechts de helft van een normale dosis bedraagt;

5° nadat het persoonlijk identificatiemiddel is ingelezen, er tussen de eerste en de tweede blootstelling van een sessie ten minste 48 uur verstrijkt en tussen de volgende blootstellingen ten minste 24 uur;

6° de zonnebank automatisch buiten werking wordt gesteld, wanneer volgens de technische instructies van de fabrikant, de ultravioletlampen of andere onderdelen moeten worden vervangen;

7° de zonnebank automatisch wordt uitgeschakeld bij elk defect dat een weerslag kan hebben op de intensiteit of de blootstellingsduur.

Art. 19. Een zonnecentrum onderhoudt stipt de zonnebanken volgens de instructies van de fabrikant en vervangt de ultravioletlampen en de andere onderdelen volgens het schema voorzien door de fabrikant; enkel lampen en onderdelen die voldoen aan de technische specificaties van de fabrikant van de zonnebank, mogen worden gebruikt.

Art. 20. De zonnebanken worden minstens eenmaal per dag ontsmet.

HOOFDSTUK 7. — *De onthaalverantwoordelijke*

Art. 21. Elke onthaalverantwoordelijke is geslaagd in een opleiding die door de bevoegde Gemeenschap wordt bepaald.

HOOFDSTUK 8. — *Bewijsstukken en toezicht*

Art. 22. § 1. Een zonnecentrum kan op elk ogenblik aantonen dat het de verplichtingen bedoeld in dit besluit naleeft.

§ 2. Het houdt daartoe ten minste de volgende gegevens bij:

1° een register van alle afgeleverde persoonlijke identificatiemiddelen, dat alle gegevens bevat bedoeld in artikel 1, 3°, van dit besluit, de datum van aflevering en desgevallend de datum van desactivering;

2° een overzicht dat gedetailleerde gegevens bevat over het gebruik van de persoonlijke identificatiemiddelen, met vermelding van datum, uur en duurtijd van het gebruik van zonnebanken.

Art. 23. Het zonnecentrum laat kosteloos toe dat de bevoegde overheid de nodige controles kan uitvoeren en op eenvoudig verzoek de gegevens bedoeld in artikel 22, § 2, van dit besluit onmiddellijk kan inzien.

HOOFDSTUK 9. — *Opheffingsbepaling*

Art. 24. Het koninklijk besluit van 20 juni 2002 houdende voorwaarden betreffende de exploitatie van zonnecentra, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 2004, 22 november 2007, 22 oktober 2010 en 22 december 2016, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 10. — *Inwerkingtreding en uitvoering*

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van de artikelen 2 en 4 tot en met 6, die in werking treden de eerste dag van de tweede maand na die waarin dit besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 26. De minister bevoegd voor de Bescherming van de Veiligheid van de Consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

Annexe I. — Informations à fournir au consommateur

L'utilisation de bancs solaires est interdite aux mineurs et aux personnes ayant un type de peau 1.

L'utilisation de bancs solaires et d'autres appareils émettant des rayons ultraviolets est déconseillée aux personnes qui sont particulièrement sensibles au soleil, qui ont un coup de soleil, qui souffrent d'un cancer de la peau ou d'une affection de la peau susceptible de dégénérer en cancer ou qui utilisent certains médicaments.

Il est conseillé au consommateur utilisant des médicaments ou souffrant d'une maladie de la peau de consulter un médecin au préalable.

L'utilisation de bancs solaires peut endommager gravement la peau et les yeux et ce, de manière irréversible.

L'utilisation de bancs solaires peut provoquer un vieillissement prématuré et le cancer de la peau.

Le fait de ne pas porter de lunettes protectrices durant l'exposition aux rayons ultraviolets artificiels peut entraîner des lésions oculaires telles que la kératite (inflammation de la cornée) ou la cataracte (opacification du cristallin).

Pour ces raisons, il faut respecter, lors de chaque exposition aux rayons ultraviolets artificiels, les précautions suivantes :

- porter des lunettes protectrices ;
- se démaquiller soigneusement ;
- ne pas utiliser de produits cosmétiques.

L'utilisation d'un produit hydratant après chaque exposition à des rayons ultraviolets est fortement recommandée.

Le moyen d'identification personnelle est strictement personnel et ne peut pas être passé à des tierces personnes. Tout abus conduit à sa désactivation. La perte ou le vol du moyen d'identification personnelle doit être communiqué au centre de bronzage qui assure sa désactivation immédiate. Un nouveau moyen d'identification personnelle ne sera délivré qu'après cette désactivation.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 septembre 2017 fixant les conditions d'exploitation des centres de bronzage.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Bijlage I. — Inlichtingen te verstrekken aan de consument

Het gebruik van zonnebanken is verboden voor minderjarigen en voor personen met een huidtype 1.

Het gebruik van zonnebanken of andere toestellen die ultravioletstralen afgeven wordt afgeraden voor personen die zeer gevoelig zijn voor zonnestralen, zonnebrand vertonen, lijden aan huidkanker of aan een huidaandoening die tot kanker kan leiden of die bepaalde geneesmiddelen gebruiken.

De consument die geneesmiddelen gebruikt of die lijdt aan een huidziekte, wordt aangeraden eerst zijn arts te raadplegen.

Het gebruik van zonnebanken kan de huid en de ogen ernstig en onomkeerbaar beschadigen.

Het gebruik van zonnebanken kan vroegtijdige veroudering van de huid en huidkanker veroorzaken.

Het niet dragen van de beschermingsbril tijdens blootstelling aan kunstmatige ultravioletstralen kan oogbeschadigingen veroorzaken zoals keratitis (hoornvliesontsteking) of cataract (troebel worden van de ooglenzen).

Daarom moeten tijdens elke blootstelling aan kunstmatige ultravioletstralen de volgende voorzorgsmaatregelen in acht worden genomen:

- een beschermende bril dragen;
- zich zorgvuldig ontschminken;
- geen cosmetische producten gebruiken.

Het gebruik van een hydraterend product na elke blootstelling aan ultravioletstralen wordt sterk aanbevolen.

Het persoonlijk identificatiemiddel is strikt persoonlijk en mag niet aan derden worden doorgegeven. Elk misbruik leidt tot de blokkering ervan. Verlies of diefstal van het persoonlijk identificatiemiddel moet onmiddellijk gemeld worden aan het zonnestructuur dat zorgt voor de onmiddellijke blokkering ervan. Een nieuw identificatiemiddel wordt slechts afgeleverd, nadat het vorige is geblokkeerd.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 24 september 2017 tot bepaling van de voorwaarden voor de uitbating van zonnestructuren.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

Annexe II – Message à afficher

L'USAGE DE BANCS SOLAIRES PEUT PROVOQUER LE CANCER DE LA PEAU.

Consultez votre médecin.

Les rayons UV peuvent gravement endommager les yeux. Le port de lunettes protectrices est obligatoire.

Certains médicaments et cosmétiques peuvent entraîner des réactions cutanées indésirables.

L'exposition aux rayons ultraviolets artificiels est interdite aux personnes de moins de 18 ans et aux personnes ayant un type de peau 1.

Le panneau à au moins le format A3 et il a un arrière-plan blanc. Le texte remplit l'entière du panneau. Le caractère utilisé est en noir et facilement lisible à distance. Le texte « L'USAGE DE BANCS SOLAIRES PEUT PROVOQUER LE CANCER DE LA PEAU » est en gras et la taille de sa police est au moins le double de la taille de la police des autres mentions.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 septembre 2017 fixant les conditions d'exploitation des centres de bronzage.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Bijlage II – Aan te plakken bericht

GEBRUIK VAN ZONNEBANKEN KAN HUIDKANKER VEROORZAKEN.

Raadpleeg uw arts.

UV-stralen kunnen de ogen ernstig beschadigen. Het dragen van een beschermende bril is verplicht.

Bepaalde geneesmiddelen en cosmetica kunnen ongewenste huidreacties veroorzaken.

Blootstelling aan kunstmatige UV-stralen is verboden voor personen onder de 18 jaar en voor personen met een huidtype 1.

Het bord heeft minstens een A3-formaat en heeft een witte achtergrond. De tekst vult het volledige bord. Het gebruikte lettertype is zwart en gemakkelijk leesbaar van op afstand. De tekst “GEBRUIK VAN ZONNEBANKEN KAN HUIDKANKER VEROORZAKEN.” staat in het vet en de karaktergrootte ervan is minstens dubbel zo groot als de karaktergrootte van de andere vermeldingen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 24 september 2017 tot bepaling van de voorwaarden voor de uitbating van zonnecentra.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Economie et Consumenten,
K. PEETERS

Annexe III – Types de peau

Les différents types de peau sont:

Type 1	Brûle très rapidement	Ne bronze jamais
Type 2	Brûle rapidement	Bronze lentement
Type 3	Brûle rarement	Bronze facilement
Type 4	Ne brûle jamais	Bronze rapidement
Type 5	Pigmenté	Mongoloïde
Type 6	De couleur	Négroïde

La classification des types de peaux humaines est établie en fonction de l'évaluation de la capacité d'une personne à développer un érythème (coup de soleil) et à pigmenter.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 septembre 2017 fixant les conditions d'exploitation des centres de bronzage.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Bijlage III - Huidtypes

De verschillende huidtypes zijn:

Type 1	Verbrandt zeer snel	Bruint nooit
Type 2	Verbrandt snel	Bruint langzaam
Type 3	Verbrandt zelden	Bruint gemakkelijk
Type 4	Verbrandt nooit	Bruint snel
Type 5	Gepigmenteerd	Mongoloïde
Type 6	Zwaargekleurd	Negroïde.

Het toewijzen van een bepaald huidtype aan een persoon steunt op een beoordeling van iemands aanleg om erytheem (zonnebrand) te vormen en om te pigmenteren.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 24 september 2017 tot bepaling van de voorwaarden voor de uitbating van zonnecentra.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Economie et Consumenten,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, ECONOMIE SOCIALE ET POLITIQUE DES GRANDES VILLES

[C – 2017/13301]

11 AOÛT 2017. — Arrêté royal portant octroi d'un subside au Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains en vue de soutenir le fonctionnement du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale pour l'année 2017

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant l'organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, article 121 à 124

Vu la loi du 25 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017, l'article 2.44.3;

Vu la loi du 10 juillet 2017 contenant l'ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017;

Vu la loi du 27 janvier 1999 portant approbation de l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, signé à Bruxelles, le 5 mai 1998 (article 6);

Vu la loi du 17 août 2013 adaptant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme en vue de le transformer en un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains;

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING, SOCIALE ECONOMIE EN GROOTSTEDENBELEID

[C – 2017/13301]

11 AUGUSTUS 2017. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage aan het federaal Centrum voor analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel tot ondersteuning van de werking van het Steunpunt tot bestrijding van de armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting voor het jaar 2017

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003, houdende de organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale staat, artikel 121 tot 124;

Gelet op de wet van 25 december 2016 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2017, artikel 2.44.3;

Gelet op de wet van 10 juli 2017 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2017;

Gelet op de wet van 27 januari 1999 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de besteding van het armoedebelief, ondertekend te Brussel, op 5 mei 1998 (artikel 6);

Gelet op de wet van 17 augustus 2013 tot aanpassing van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding met het oog op de omvorming ervan tot een federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel;